

Journée Mondiale de l'Environnement

Le choix de Kiffa

La Mauritanie a célébré, le 5 juin dernier, dans la ville de Kiffa, la journée mondiale de l'environnement. L'événement, dans sa version 2003, est intervenu dans un contexte particulier marqué par la proclamation de "l'année internationale de l'eau douce", une décision prise suite une réunion de l'Assemblée générale de l'ONU en novembre 2002.

Le choix de Kiffa, sur proposition du PNUD, qui concrétise une volonté de décentralisation de la part des autorités nationales, est significatif à plus d'un titre. Cette ville, l'une des plus vastes et des plus peuplées de la Mauritanie, représente une espèce d'archétype des problèmes que peut poser l'approvisionnement en eau dans un pays sous développé. La ville de Kiffa ne dispose pas d'un réseau d'adduction d'eau potable. Les travaux de l'ouvrage destiné à combler cette lacune n'ont été inaugurés qu'au mois de décembre dernier par le président de la République.

En attendant, trouver cette précieuse denrée demeure un casse tête de tous les instants pour les populations. Celles-ci sont, pour le moment, approvisionnées par quatre citernes, propriétés de la commune. Malheureuse coïncidence, deux de ces unités étaient hors d'état de fonctionner pendant la célébration de la journées.

La citerne est vendue par la mairie à 3000 um, mais la demande étant trop forte, les candidats peuvent attendre longtemps avant de se voir attribuer l'objet de leur désir. Certains utilisent une méthode très répandue chez nous : "donner au chauffeur un surplus sur le

prix officiel" pour contourner "la queue". En dehors de ces citernes il faut posséder un puits à la maison pour pouvoir faire face au problème existentiel de l'eau potable dans la capitale de l'Assaba.

Le ministère du développement rural et de l'environnement, la représentation du PNUD en Mauritanie ont organisé cette journée en collaboration avec l'ONG EDEN. Présent dans 166 pays à travers le monde, le PNUD fait de l'accès à l'eau potable un paramètre capital dans le cadre des différentes stratégies de lutte contre la pauvreté.

L'Etat, aidé par des organisations spécialisées du système des Nations Unies, veut amener les communautés à prendre en charge ce problème grâce à une approche participative. Ainsi, en marge de la célébration de la journée mondiale de l'environnement sous le thème de l'eau douce pour toutes les communautés, la coordonnatrice du système des Nations Unies a visité deux sites ou des projets travaillant dans le sens d'une prise en charge des communautés par elles-mêmes sont mis en oeuvre: le village de Vete, situé à 25 km au sud de Kiffa et celui de Tergit Teghada à proximité de Guerou.

Les populations vivant à Vete étaient nomades au départ. Une instabilité préjudiciable aux activités créatrices de revenus. Elle se sont sédentarisées grâce à la construction d'un barrage et donc à la possibilité d'accès à l'eau. Une donne qui a permis la mise sur pied d'une école pouvant accueillir 70 élèves. Le barrage de Vete a été réalisé dans le cadre du programme

Assaba sur financement FNU/PNUD.

Il existe à Tergit Teghada une source qui coule toute l'année créant une espèce de micro climat et un semblant "de petit paradis". Ici, on est arrivé à une forme de préservation de l'écosystème qui permet une exploitation intelligente et rationnelle de ce qu'offre la nature. Ainsi, il y a une palmeraie à moins d'un kilomètre du site sur lequel le village est implanté. La source se trouve juste à côté. Son débit est faible en ce début du mois de juin, mais le fait de son existence en cette période de l'année signifie que cette partie de zone humide offre des possibilités réelles.

L'eau : Un problème planétaire

L'assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2003 année internationale de l'eau douce lors d'une réunion tenue en novembre 2000, sur la base d'un constat "la proportion d'individus qui n'ont accès à l'eau potable et n'ont pas les moyens de s'en procurer est très élevée". Il faut agir pour la réduire de moitié "à l'horizon 2015". Au sommet mondial sur le développement durable qui a tenu ses assises à Johannesburg, en 2002, la communauté internationale s'est fixé un objectif complémentaire: "réduire de moitié dans le même délai la proportion d'individus qui n'ont pas accès aux services d'assainissement de base".

Les conséquences d'une telle situation sont multiples: Les ravages des maladies mortelles, la dégradation de l'environnement planétaire et le péril pour la sécurité alimentaire. Autant de paramètres qui poussent à agir pour "mieux gérer les ressources en eau de notre planète". En fait, la problématique de l'accès à l'eau potable se pose en terme de vie ou de mort pour tous.

AMADOU SECK